

COMMUNIQUE DE PRESSE

C'est avec consternation que Saskia Bricmont a découvert les délits présumés d'organisation criminelle, de corruption et de blanchiment d'argent, faisant l'objet d'enquêtes et de perquisitions par le parquet fédéral et la police fédérale et impliquant des membres actuels et passés, ainsi que des employés, du Parlement européen.

« Les faits révélés par la presse sont gravissimes. Si la justice confirme ces allégations, cela constituerait l'un des plus graves scandales de corruption de l'histoire de notre institution européenne », déplore Saskia Bricmont.

Pour l'eurodéputée Ecolo, tout doit être mis en œuvre pour éviter que des puissances étrangères puissent acheter de l'influence au sein des institutions européennes. *« Ces faits apportent un nouvel éclairage sur des votes récents au sujet du Qatar. Il y a quelques semaines, certains eurodéputés s'étaient opposés à l'idée de voter une résolution appelant au respect des droits humains dans l'Émirat. Les révélations des dernières heures, qui peuvent laisser craindre que des élus aient fait preuve de complaisance, jettent les soupçons et le discrédit sur le travail du Parlement européen tout entier. Il s'agit d'une atteinte grave à la démocratie européenne. »*

Le Parlement européen, qui est pourtant déjà une des institutions les plus transparentes au monde avec des règles encadrant le lobbying, doit prendre des mesures supplémentaires pour retrouver sa crédibilité. Le groupe Verts/ALE demande, entre autres, que les règles en matière de lobbying soient renforcées, afin que les pays tiers n'en soient plus exemptés. *« Si des Etats tiers arrivent à s'ingérer dans les affaires européennes c'est aussi parce des élus et membres des institutions européennes les y autorisent. Il est temps que cela cesse, que conservateurs et socialistes acceptent enfin nos demandes en matière de transparence, de contrôle et de règles de gouvernance plus strictes »,* ajoute l'écologiste Saskia Bricmont.

« Notre institution doit également adopter une position ferme vis-à-vis du Qatar et de lui signifier sans détours - ainsi qu'à tout autre pays ayant des pratiques similaires - à quel point ces pratiques sont inadmissibles. Notre groupe demande donc de rejeter l'ouverture de négociations avec le Qatar sur la libéralisation des visas, en session plénière du Parlement européen cette semaine », conclut l'eurodéputée.

Au niveau Belge, Ecolo et Groen s'étaient déjà positionnés en faveur d'une posture ferme en avril 2021, suite à l'enquête menée par The Guardian établissant à 6.500 décès le coût humains de la construction des stades de la Coupe du monde.

Contact presse:

Camille Goret
camille.goret@europarl.europa.eu
+32 493 18 82 80